

01. Charges salariales des employeurs

PP_201	Trois premiers emplois sans charges sociales	En 2020, extension de la réduction ciblée "premier embauche, premier employeur" consistant en une dispense totale des cotisations sociales employeurs pour le deuxième et troisième travailleur.
PP_203	Réduction progressive et linéaire des autres charges sociales de 10% sur 10 ans avec suppression de tous les autres systèmes d'aides	À partir de 2020 (et en vitesse de croisière dès 2024), baisse progressive du taux de cotisations sociales employeurs dans le secteur privé pour atteindre 5 point de pourcent du salaire brut.
PP_204	Suppression de toutes les autres réductions de charges de toute nature (solde)	A partir de 2020 la suppression graduelle (régime de croisière en 2024) de tous les subsides à l'emploi au profit des branches sauf A-38 OO (enseignement) et PP (administration). Consiste en les subsides pour le précompte professionnel (subside général, pour heures supplémentaires, pour travail de nuit et en équipe, pour chercheurs, pour branches spécifiques), les "maribel sociaux" (les baisses de cotisations groupées), les "maribel sociaux alternatifs" (les précomptes professionnels groupés) et les "hôpitalux"; les réductions ciblées fédérales (sauf premières embauches); les réductions ciblées régionales en Wallonie, RBC et la Communauté germanophone; les allocations de chômage activées en Wallonie, RBC et Communauté germanophone; les primes salariales pour entreprises de travail adapté en Wallonie; le subside wallon "prime à l'emploi". Ne sont pas supprimés : les subsides pour titres services ; les subsides via le précompte professionnel pour chercheurs des universités ; les déductions "contractuels subsidiés" régionales de l'ONSS et/ou ONSSAPL pour "contractuels subsidiés, article 60, parents d'accueil, artistes de scène et personnel scientifique ; les réductions ciblées fédérales "premier embauche".

02. Prélèvements sur les revenus des ménages

PP_202	Suppression des cotisations sociales pendant deux ans pour les nouveaux indépendants	Les nouveaux indépendants sont exemptés pendant les deux premières années du paiement des cotisations à la sécurité sociale.
PP_205	Réforme de l'IPP : 0% d'impôts sur les premiers 14.000€ de revenus; taux maximum de 40%; suppression de niches fiscales; globalisation de revenus	L'IPP est complètement réformé. Seul subsiste l'impôt fédéral pour chaque contribuable séparément, et les additionnels communaux. Toutes les possibilités de déductions sont supprimées. Les revenus actuellement soumis au précompte mobilier sont globalisés avec l'IPP, et les loyers deviennent imposables en lieu et place du revenu cadastral. Le revenu imposable est soumis à trois taux : un taux de 0% sur les revenus de 0 à 14.000€ ; un taux de 30% de 14.000€ à 40.000€ ; et un taux supérieur de 40% pour les revenus dépassant 40.000€.

03. Impôts des sociétés

PP_207	Taux d'impôts des sociétés unique à 15% avec suppression de certaines niches fiscales (intérêts notionnels, ...)	Réforme de l'impôt des sociétés budgétairement neutre : les taux d'imposition sont ramenés à un taux unique de 15% ; compensation par une plus large taxation des revenus des sociétés multinationales et la suppression de certaines déductions (comme la déduction pour capital à risque).
--------	--	--

04. Impôts sur le patrimoine

PP_206	Suppression des droits de succession	Suppression des droits de succession en Région wallonne et en Région bruxelloise.
--------	--------------------------------------	---

06. Protection sociale

PP_101	Limiter le droit à la sécurité sociale pleine et entière à deux ans de résidence préalable et effective	A partir de 2020, les ressortissants de pays non membres de l'Union européenne ne peuvent bénéficier d'une allocation de protection sociale et des remboursements de l'assurance obligatoire soins de santé qu'à condition d'avoir résidé les deux dernières années sur le territoire belge.
--------	---	--

PP_102	Suppression des droits au revenu d'intégration et aux allocations de chômage pour les étrangers non européens sur le territoire qui constituent une charge déraisonnable pour le pays	A partir de 2020, les ressortissants de pays non-UE qui ont bénéficié d'une allocation de chômage ou du revenu d'intégration (ou équivalent) pendant 80% ou plus de leur période de résidence en Belgique sont exclus du bénéfice de ces allocations. La période de résidence est limitée aux cinq dernières années.
PP_301	Revalorisation de 100€ mensuels des basses pensions (moins de 1300 €/mois)	Une revalorisation de 100€ mensuels pour des pensions inférieures à 1300€ par mois, en 2020.

08. Frais de fonctionnement des administrations publiques

PP_103	Suppression du Sénat	La mesure consiste en la suppression des mandats des sénateurs. On a une baisse de l'emploi au niveau des mandataires. On ne suppose pas de réduction du personnel administratif ni d'autres coûts liés, mais simplement un glissement du personnel administratif et autres frais de fonctionnement du Sénat vers d'autres institutions dans le périmètre (tels que la Chambre).
PP_104	Suppression de la Communauté française - volets emplois/salaires & autres frais de fonctionnement	La mesure consiste en la suppression des postes de ministres et les cabinets associés. Les missions de la Communauté française sont transférées à la Région wallonne et à la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que le personnel administratif et les autres frais de fonctionnement.
PP_106	Réduction du nombre total de ministres à 25 - volets emplois/salaires & autres frais de fonctionnement	Comme le parti ne peut proposer de mesure affectant la Flandre, on laisse le nombre de ministres en Flandre inchangé (11). On retient ensuite les hypothèses du parti : 11 ministres fédéraux ; 5 ministres pour la Wallonie ; 3 ministres pour la Région de Bruxelles-Capitale ; 1 ministre pour la Communauté germanophone. Total : 31 ministres. Baisse des rémunérations et autres frais de fonctionnement correspondant à une réduction du nombre total de ministres à 31.
PP_108	Limitation du nombre de collaborateurs de cabinets ministériels à 25 - volets emplois/salaires & autres frais de fonctionnement	Cette mesure accompagne la mesure limitant le nombre total de ministres à 31. L'impulsion est estimée sur base de l'hypothèse qu'un cabinet ministériel représentatif comporte environ 50 personnes et que ce nombre est alors réduit à 25.
PP_110	Réduction du nombre de Députés au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale à 40 - volets emplois/salaires & frais de fonctionnement	Cette mesure est un volet de la mesure plus large de réforme du parlement de la Région de Bruxelles-Capitale. Ce volet concerne les emplois/salaires et les autres frais de fonctionnement. On a une réduction du nombre de Députés au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale de 89 à 40. Les frais de fonctionnement diminuent progressivement.
PP_112	Privatisation de la RTBF - volets emplois/salaires & frais de fonctionnement	Cette mesure fait partie de la mesure plus large de privatisation de la RTBF. Les dépenses de salaires et de frais de fonctionnement de la RTBF sont dès lors supprimées des dépenses des administrations publiques (Communauté française).
PP_303	Augmentation du budget de la Justice - volets emplois/salaires & autres frais de fonctionnement	Cette mesure est un volet de la mesure plus large de l'augmentation du budget de la Justice. Le parti prévoit une enveloppe de 50 millions pour le recrutement, se traduisant par 950 emplois supplémentaires, et une enveloppe de 10 millions pour une hausse des autres frais de fonctionnement.
PP_304	Augmentation du budget de la Police - volets emplois/salaires & autres frais de fonctionnement	Cette mesure est un volet de la mesure plus large de l'augmentation du budget de la Police (fédérale et locale). Le parti prévoit une enveloppe de 54 millions pour les frais de personnel (recrutement de 828 personnes supplémentaires et revalorisation salariale pour 4 millions), et une enveloppe de 10 millions pour une hausse des autres frais de fonctionnement.

PP_306 Augmentation du budget de la Sûreté de l'État - volets emplois/salaires & autres frais de fonctionnement

Cette mesure est un volet de la mesure plus large de l'augmentation du budget de la Sûreté de l'État. Le parti prévoit une enveloppe de 40 millions pour les frais de personnel (recrutement d'un peu moins de 700 personnes supplémentaires et revalorisation salariale pour 5 millions), et une enveloppe de 5 millions pour une hausse des autres frais de fonctionnement.

09. Investissements

PP_105 Suppression de la Communauté française - volet investissements

Cette mesure fait partie de la mesure plus large de suppression de la Communauté française et transfert des compétences aux régions wallonne et bruxelloise. Les investissements publics prévus au budget de la Communauté française et de ses OIP sont réduits.

PP_107 Réduction du nombre de ministres à 25 - volet investissements

Suite à une réduction du nombre de ministres (voir le volet emplois/salaires), on acte aussi une baisse des investissements selon des montants précisés par le parti.

PP_109 Limitation du nombre de collaborateurs de cabinets ministériels à 25 - volet investissements

Suite à une réduction du nombre de ministres et des collaborateurs de cabinet (voir le volet emplois/salaires), on acte aussi une baisse des investissements dans les cabinets, selon des montants précisés par le parti.

PP_111 Réduction du nombre de Députés au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale à 40 - volet investissements

Suite à une réduction du nombre de Députés de la Région bruxelloise (voir volet emplois/salaires), on acte une diminution des investissements de la Région, selon des montants précisés par le parti. Diminution permanente des dépenses d'investissement public liées à la réduction du nombre de députés.

PP_113 Privatisation de la RTBF - volet investissements

Cette mesure fait partie de la mesure plus large de privatisation de la RTBF. Le programme pluriannuel d'investissements de la RTBF n'est plus considéré comme des dépenses des administrations publiques.

PP_305 Augmentation du budget de la Police - volet investissements

Cette mesure fait partie de la mesure plus large d'augmentation du budget de la Police (voir volet emplois/salaires et frais de fonctionnement). On retient la hausse d'environ 23 millions d'investissements proposée par le parti.

PP_307 Augmentation du budget de la Sûreté de l'État - volet investissements

Cette mesure fait partie de la mesure plus large d'augmentation du budget de la Sûreté de l'État (voir volet emplois/salaires et frais de fonctionnement). On retient la hausse d'environ 5 millions d'investissements proposée par le parti.

PP_308 Augmentation du budget de la Défense d'environ 0,1% du PIB chaque année pour atteindre la norme OTAN

Cette mesure consiste en une hausse des investissements de la Défense d'environ 200 millions annuellement.

10. Autres opérations non financières

PP_114 Privatisation de la RTBF - volet recettes des ventes (recettes publicitaires)

Cette mesure fait partie de la mesure plus large de privatisation de la RTBF. La privatisation impose la suppression, des comptes de la Communauté française, des recettes générées par la RTBF sous forme de ventes, essentiellement des recettes publicitaires. Celles-ci ne sont plus des recettes des administrations publiques.

PP_116 Réduction des transferts de coopération avec l'étranger à 0,5% du PIB

La mesure limite la coopération au développement, sans toutefois toucher à l'aide humanitaire et la coopération avec les ONG.

PP_117 Suppression des subsides directs et indirects à la presse (audiovisuel et médias)

La mesure supprime l'aide à l'audiovisuel et aux médias, ne laissant que certaines dépenses ciblées telles que la dotation au CSA et des aides à l'audiovisuel, dont pour le cinéma et la télévision.

- | | | |
|--------|---|---|
| PP_118 | Suppression de la dotation à Bpost pour acheminer les journaux en dessous du coût réel | La mesure consiste en la suppression du subside accordé à Bpost comme contribution au financement de la distribution de journaux et de périodiques. |
| PP_302 | Chèque Sport pour les jeunes de 250€ par an pour favoriser la santé et le bien-être | La mesure consiste à offrir annuellement un chèque sport de 250€ à 700.000 jeunes de la Communauté française, à partir de 2020. Ceci génère donc un coût récurrent d'environ 175 millions d'€ par an. |
| PP_401 | Prolongation de 4 réacteurs nucléaires en plus de l'évolution prévue des capacités des centrales au gaz et des énergies renouvelables | En plus de l'évolution prévue des capacités installées dans le scénario de référence pour les centrales au gaz et les installations de production d'énergies renouvelables d'ici 2030, on prévoit une extension opérationnelle de 4 réacteurs nucléaires (durée de vie opérationnelle de 60 ans minimum). |

11. Opérations financières

- | | | |
|--------|---|--|
| PP_115 | Privatisation de la RTBF - volets Recettes de la privatisation & Reprise de la dette par le secteur privé | Cette mesure est un des volets de la mesure plus large de privatisation de la RTBF. Il s'agit ici de traiter la reprise de la dette de la RTBF par le partenaire privé et prix de vente, supposé nul par le parti. En effet, dans la mesure où le parti ne propose pas de chiffre pour le montant de la vente et laisse entendre que le prix de vente pourrait être négatif, on suppose que le prix de vente net de la dette reprise par l'acquéreur privé est nul. Il s'agit donc ici du montant versé par le partenaire privé pour racheter la RTBF et reprendre sa dette. |
|--------|---|--|